

L'UMP recycle le rapport Attali

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 06.05.08 | 09h05 • Mis à jour le 06.05.08 | 09h25

Fusion département-région, développement des PME, performance des administrations, politique familiale... Les députés UMP ont marqué, lundi 5 mai, la première année du quinquennat Sarkozy en s'emparant d'idées *"iconoclastes"* du rapport Attali pour réaffirmer leur rôle dans les *"réformes"*. Après avoir vilipendé le rapport aux 316 mesures, sorti en pleine campagne des municipales, le groupe UMP affirme en avoir fait sa *"boîte à idées"* pour *"coproduire"* les *"réformes"* avec le gouvernement.

Une manière de sélectionner les propositions qui ne diviseront pas la majorité parlementaire ? *"Nous ne sommes pas insensibles aux propositions iconoclastes et courageuses du rapport Attali"*, a défendu Jean-François Copé, président du groupe. L'objectif : permettre aux députés UMP de reprendre la main sur une initiative que beaucoup d'entre eux ont accusé d'avoir contribué à la défaite de la droite aux municipales.

Composé de 38 pages sous le titre "Courage, dialogue, action", le document de l'UMP présente, dans sa première partie, une série de propositions destinées à être intégrées dans le projet de loi de modernisation de l'économie (LME) que l'Assemblée doit examiner à compter du 27 mai. Cette première série vise à *"favoriser le développement des PME, moteurs de la création de richesses"* en levant *"les obstacles"* à leur développement et en généralisant l'usage du numérique. Ainsi les députés UMP proposent de réduire les délais de paiement à trente jours ou de réduire à dix jours les délais de remboursement de la TVA.

PAS DE SUPPRESSION DES DÉPARTEMENTS

Dans sa seconde partie, la plus longue, le rapport formule une série de *"chantiers à poursuivre ou à engager dans les mois à venir"* et à intégrer, si nécessaire, dans les projets de loi des mois à venir. Au nom des PME toujours, le futur rapporteur de la loi LME, Jean-Paul Charié, a expliqué que l'UMP allait demander le *"doublement des seuils sociaux"* qui déclenchent la création des comités d'entreprise (CE) (50 salariés actuellement). En matière d'organisation du marché du travail, les députés UMP proposent de *"revoir"* le système d'indemnisation du chômage et de mieux *"définir et encadrer le licenciement collectif"*.

Le groupe UMP n'a pas voulu éluder la question de la suppression des départements, proposée par le rapport Attali, à laquelle même le chef de l'Etat avait dit non. La majorité suggère un *"rapprochement"* entre le département et le conseil régional, via des mesures techniques inspirées du Conseil de Paris, à la fois mairie et conseil général.

Dans la fonction publique, la *"contractualisation"* devrait être, selon la majorité, *"généralisée"*, en commençant par *"les cadres A+ avec la plus forte rémunération liée à la performance"* puis pour *"tous les nouveaux entrants"*. En revanche, la question sensible des professions réglementées, notamment les taxis et les notaires, est renvoyée à un groupe de travail. Et les députés UMP refusent toujours en bloc la mise sous condition de ressources du versement des allocations familiales.

Le Monde.fr

- » A la une
- » Le Desk
- » Opinions
- » Archives
- » Forums
- » Blogs
- » Exams
- » Culture
- » Economie
- » Météo
- » Carnet
- » Immobilier
- » Emploi
- » Shopping
- » Voyages
- » Programme Télé
- » Newsletters
- » RSS
- » Le Post.fr
- » Talents.fr
- » Sites du groupe

Le Monde

- » Abonnez-vous au Monde à -60%
- » Déjà abonné au journal
- » Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Avertissement légal | Qui sommes-nous ? | Index | Aide